

Margaret Coulson
Branka Magas
Hilary Wainwright

LA FEMME AU FOYER ET SON TRAVAIL DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE

ETUDE CRITIQUE *

La signification politique de l'analyse faite par Wally Seccombe du rapport entre travail domestique et capital, c'est sa tentative de montrer qu'il existe une base matérielle d'unité stratégique entre lutte de libération des femmes et lutte pour la révolution prolétarienne (1). Contre ceux qui ne voient dans la famille qu'une institution idéologique de la société capitaliste, il montre que le travail accompli en son sein est une composante essentielle du procès matériel de reproduction du capital. Il n'est pas le seul à avoir insisté sur ce point dans les dernières années, mais sa tentative se distingue par la rigueur et la précision de l'argumentation. Pourtant, la volonté de Seccombe de démontrer l'importance du travail domestique pour le capitalisme le conduit, comme on va le voir, à affirmer de façon contradictoire à la fois que le travail domestique produit de la valeur et, dans le même temps, qu'il se situe hors de l'emprise de la loi de la valeur. Affirmant qu'« à l'époque bourgeoise, les relations tant sexuelles que familiales sont devenues des rapports capitalistes » (2), il n'arrive pas à saisir la nature contradictoire du travail féminin dans le système capitaliste et ne peut par conséquent identifier les forces, à la fois objectives et subjectives, qui feront disparaître le travail domestique et libéreront les femmes. Ce que nous voulons démontrer dans cet article, c'est

* Article paru dans la *New Left Review* 89, p. 59-71.

(1) Wally Seccombe, « The housewife and her labour under capitalism », article paru dans la *New Left Review*, n° 83.

(2) *Ibid.*, note 7, p. 5.

que la caractéristique principale de la condition des femmes dans le système capitaliste ne tient pas simplement à leur rôle de travailleurs domestiques, mais plutôt au fait qu'elles sont à la fois des travailleurs domestiques et salariés. C'est ce double rôle contradictoire qui donne une dynamique spécifique à leur situation. Sans cette contradiction, leur condition, bien qu'opprimée, ne poserait aucun problème particulier. En outre, nous montrerons que bien que le travail domestique soit nécessaire à la reproduction de la force de travail, il ne réalise pas sa valeur lorsque cette marchandise est vendue sur le marché car il n'est pas, au sens marxiste, du travail socialement nécessaire. Les conséquences de ce fait n'ont rien d'académique pour les femmes ouvrières vivant dans une société dominée par la loi de la valeur.

LES FEMMES ET LA PRODUCTION

Seccombe, comme Benston (3) et Dalla Costa (4) avant lui, prend comme point de départ la thèse matérialiste selon laquelle l'inégalité sexuelle découle de la division du travail par sexes, qui, dans le système capitaliste, prend la forme extrême d'une séparation du processus économique global en deux sphères, l'une domestique et l'autre industrielle. Ces trois auteurs supposent, au moins pour les besoins immédiats de leur analyse, que « femme » et « femme au foyer » sont synonymes (5). Seccombe écrit : « Avec l'avènement du capitalisme industriel, le processus de travail global fut divisé en deux sphères distinctes : l'une domestique et l'autre industrielle... Cette division du processus de travail a amené une division au sein de la force de travail, qui suit grossièrement la division des sexes — les femmes dans la sphère domestique, les hommes dans l'industrie » (6). Naturellement, comme première étape d'une théorie de l'oppression de la femme, cette identification entre femme et travail domestique est parfaitement correcte : le rôle domestique des femmes, réel ou en perspective, est bien le pivot essentiel de leur condition sociale. D'un autre côté, alors que Seccombe, comme Benston et Dalla Costa, est conscient de l'importance du travail salarié féminin pour toute politique de libération de la femme, il est tout aussi incapable de relier les deux formes de travail féminin de façon cohérente (7). Et pourtant, la coexistence de ces

(3) Margaret Benston, « The political economy of women's liberation » dans *Monthly Review*, sept. 1969.

(4) Maria Rosa Dalla Costa, *The power of women and the subversion of the community*, Falling Wall Press, Bristol, 1972.

(5) Pour Benston, les femmes sont « ce groupe d'individus qui se chargent de produire des valeurs d'usage simples au cours d'activités liées au foyer et à la famille ». Dalla Costa insiste elle aussi sur « la femme au foyer comme type central de la condition féminine. Pour nous, toutes les femmes sont des femmes au foyer et même celles qui travaillent au-dehors continuent à être des femmes au foyer ».

(6) Seccombe, *op. cit.*, p. 6.

(7) La seule tentative dans ce sens se trouve dans les lignes de conclusion, où une partie des femmes tout à fait absente de l'article jusque-là, à savoir les femmes ouvrières, après avoir gagné leurs éperons en luttant pour l'égalité au sein des syndicats, se mettent à « injecter une prise de conscience féministe radicale dans la masse de femmes qui restent exclusivement des femmes au foyer ». Seccombe, *op. cit.*, p. 24.

deux formes de travail féminin, réelle ou seulement potentielle, constitue la contribution historique — bien que fondamentalement limitée — du capitalisme à la libération des femmes. Le fossé entre les sphères de production domestique et industrielle est franchi par ces femmes prolétaires qui deviennent aussi des travailleurs salariés. Le rôle qu'elles assument, dans des conditions de dépendance juridique et économique, en tant que travailleurs domestiques, les femmes le retrouvent dans l'industrie, qui reproduit la division du travail par sexes sur le terrain plus vaste de la production sociale, leur donne des salaires très au-dessous de ceux accordés aux hommes, les confine dans des limites d'emploi étroites, généralement au bas de l'échelle hiérarchique, et en fait des proies faciles pour l'opportunisme trade-unioniste. L'optimisme d'Engels en ce qui concerne le sort de la famille bourgeoise au sein de la classe ouvrière, n'était rien moins que prématuré : toute une période historique s'est écoulée entre l'arrivée des femmes dans la production et l'organisation sociale du travail ménager.

Par ailleurs, comme le décrit si bien Seccombe, la généralisation de la production de marchandises a transformé la sphère domestique en une voie de garage oppressive et le travail accompli en son sein a perdu de sa réalité non seulement du point de vue du capitaliste mais aussi de celui de la femme au foyer elle-même : « la position du travailleur domestique s'est détériorée par rapport à presque tous les secteurs les plus défavorisés du prolétariat » (8). Mais alors qu'il affirme de façon convaincante contre Dalla Costa que « l'effet de la privatisation du rapport entre capital et travail domestique et de la mise de ce dernier à l'écart de la sphère d'appropriation du surplus, c'est que la loi de la valeur ne gouverne pas le travail domestique » (9), Seccombe n'avance en fait que très peu par rapport à la théorie de Dalla Costa dans la mesure où, entre autres, il n'arrive pas à saisir les conséquences contradictoires de cette division ou les effets qu'elle a sur la conscience féminine. La nature du rapport entre travail domestique et capital, ajoutée à la demande que fait ce dernier de travail salarié féminin, rend la condition féminine beaucoup plus explosive que ne le réalise Seccombe dans les limites de son analyse. Il n'arrive donc pas vraiment à montrer comment, loin de pouvoir trouver une solution pacifique au problème de l'oppression de la femme, la croissance et le développement du système capitaliste ne font en réalité que l'exacerber. La naissance du mouvement de libération des femmes dans les années soixante et la radicalisation croissante des femmes ouvrières autour de ce problème dans les dernières années (10), montrent que le développement sans précédent des forces productives depuis la fin de la Seconde

(8) *Ibid.*, p. 18.

(9) *Ibid.*, p. 8.

(10) Les luttes ouvrières où des femmes ouvrières ont joué un rôle significatif comprennent, rien qu'en Grande-Bretagne, dans les deux dernières années, celles de Fakenham, Lucas-Burnley, Branhams, Admiralty House, Salford Electrical Instruments (à deux reprises), H. K. Porter, Hawker Siddeley, Maclaren Controls, Armstrong Patents, BOAC Air Terminal, Typhoo, Imperial Typewriters, Kenilworth Components, Dorothy Gray, Wingrove and Rogers, John Brown, Personna, Vauxhall, Standard Telephone and Cables, Hoover Motors and Associated Automation (voir *Red Mole* 45, 49 ; *Red Weekly* 7, 9, 11, 12, 27, 32, 38, 48, 59, 60, 63, 65, 71-4, 76-9, etc).

Guerre mondiale n'a fait qu'amplifier une révolte sans précédent de nombreux secteurs des femmes contre leur oppression. Pour comprendre la force et la signification de cette radicalisation des femmes, il faut, en premier lieu, examiner la base de l'analyse de Seccombe — sa caractérisation du travail domestique comme travail créateur de valeur — et étudier de façon plus systématique les effets indirects mais importants qu'a la loi de la valeur sur le travail domestique.

LE TRAVAIL DOMESTIQUE CRÉE-T-IL DE LA VALEUR ?

La thèse centrale de Seccombe est que dans le système capitaliste, le travail domestique possède une double nature : d'un côté, il n'a pas de rapport direct avec le capital, ne produit aucune plus-value et n'est donc pas gouverné par la loi de la valeur ; de l'autre côté, il crée bien de la valeur dans la mesure où il crée en partie la force de travail marchandise qui, lorsqu'elle s'échange sur le marché contre un salaire, réalise aussi la valeur créée par le travail de la femme au foyer. Seccombe développe son argumentation en quatre étapes. En premier lieu, le travail de la femme au foyer est un travail nécessaire, étant donné que « les marchandises que permet d'obtenir le salaire ne se présentent pas sous une forme immédiatement consommable au moment de l'achat. Un travail additionnel — à savoir le travail ménager — est nécessaire pour transformer ces marchandises en force de travail régénérée ». En second lieu, au cours de ce processus, la femme au foyer crée de la valeur parce que « tout travail produit de la valeur lorsqu'il produit une partie quelconque d'une marchandise qui obtient son équivalent en d'autres marchandises sur le marché ». Troisièmement, « peu importe que les conditions concrètes du travail domestique soient privatisées. Le fait est que la force de travail en tant que marchandise vendue sur un marché arrache chacun des travaux qui la composent à ses origines privées ». Seccombe fait alors une comparaison entre la femme au foyer et le cordonnier, qui font tous deux un travail privé. Quatrièmement, le travail domestique « crée une valeur égale aux 'coûts de production' de son entretien » (11). Une autre comparaison est faite ici entre le travailleur domestique et les travailleurs non-productifs qui rendent des services personnels, « comme les cuisinières, les couturières, etc. ».

Mais en fait, toute l'analyse du travail domestique en système capitaliste faite par Seccombe, repose sur une prémisse fautive. Il n'est pas vrai que le travail domestique crée de la valeur, et les arguments mis en avant par Seccombe pour essayer de le démontrer, sont fallacieux. Tout d'abord, bien que le travail domestique, comme le dit à juste titre Seccombe, soit un travail nécessaire — la femme au foyer de la classe ouvrière n'est pas un parasite — il ne crée pas pour cela de la valeur, car ses productions immédiates sont des valeurs d'usage et non des marchandises ; elles ne sont pas destinées directement au marché, mais sont consommées immédiatement au

(11) Seccombe, *op. cit.*, p. 9-10.

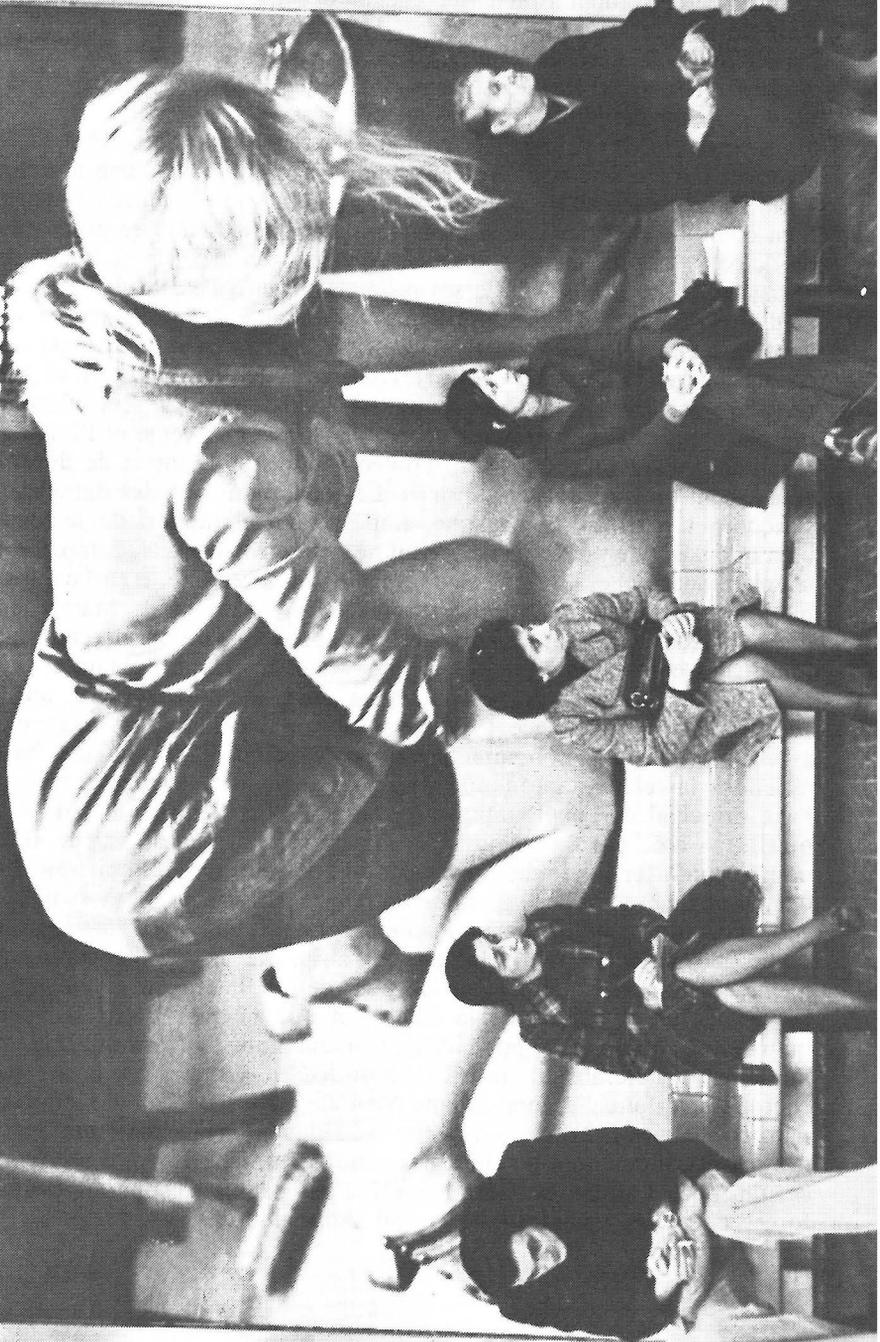
sein de la famille. Cela différencie dès l'abord le travail de la femme au foyer de celui du cordonnier : les formes de privatisation impliquées dans leurs situations respectives sont de sortes très différentes.

En second lieu, étant donné que la femme au foyer ne vend par sa force de travail, la comparaison entre elle et une cuisinière, etc., ne tient pas. Dans le passage cité par Seccombe, Marx parle de la valeur créée par le travail des cuisiniers, etc., uniquement dans la mesure où ces travailleurs deviennent salariés. Par conséquent, en termes marxistes, le travail domestique n'a, par définition, pas de valeur.

Troisièmement, il est vrai que, comme le montre bien Seccombe, la femme au foyer de la classe ouvrière contribue à la production d'une marchandise — la force de travail — dont la vente garantit son existence (chose qu'elle a en commun avec les autres prolétaires), et qu'à travers ce processus, elle participe à la production sociale et échange son travail contre du travail engagé dans la production de ses propres moyens d'existence. Mais l'intermédiaire de cette participation et de cet échange, ce n'est pas le marché dans le contrat de mariage : c'est sur le fondement des rapports sociaux de mariage et de parenté que le travail de la femme au foyer se relie au travail social. Dans le système capitaliste, le marché est le seul intermédiaire qui permet à différents travaux concrets, à travers la vente et l'échange des marchandises qu'ils produisent, d'obtenir leur équivalent et de devenir par conséquent du travail social abstrait. Les conditions sociales dans lesquelles s'accomplit le travail domestique, empêche un tel rapport de se former, si bien que l'origine privée de ce travail ne peut être abstraite, comme voudrait le croire Seccombe. Le fait que ce travail soit nécessaire, n'en fait pas automatiquement du travail socialement nécessaire au sens de Marx : les rapports sociaux de la famille bloquent toute prise directe du marché qui, seul, fournit les conditions d'une homogénéisation du travail humain en système capitaliste. Le travail domestique reste donc dans ce système un travail spécifique auquel le concept de travail abstrait ne s'applique pas : c'est cet aspect qui lui donne son caractère privé spécifique et fournit une base matérielle à la relative autonomie de l'oppression des femmes par rapport à l'axe principal de l'exploitation capitaliste. Naturellement, le fait de savoir qu'elle ne crée pas de valeur, que son travail n'a pas de valeur, n'est pas pour reconforter la femme au foyer de la classe ouvrière, qui travaille souvent tout un tour d'horloge pour entretenir elle-même et sa famille. Mais cette absurdité apparemment cruelle n'a rien à voir avec la valeur intrinsèque de son travail, mais plutôt avec l'absurdité du système capitaliste lui-même. Pour résumer, donc, on ne peut définir le travail domestique dans les termes de la théorie de la valeur, et l'on ne peut saisir sa spécificité qu'une fois qu'on a compris cela. Comme nous le verrons, une analyse purement structurale du travail domestique en système capitaliste (comme cherche à le faire Seccombe dans *New Left Review* 83 ou Jean Gardiner dans ce numéro (12)) est tout à fait inadéquate ; seule une étude historique des modifications qu'il a subies et continue à subir, peut relier et expliquer ce qui, dans l'article de Gardiner (12), par exemple, apparaît comme des forces distinctes jouant sur le travail domestique.

(12) *New Left Review* 89, p. 47-58.

Il est temps de se rendre compte que les femmes
ne sont pas faites pour frotter les sols.



UNE BASE D'UNITÉ

Selon Seccombe, le fait que la femme au foyer crée de la valeur, fournit une base matérielle à l'unité de la classe ouvrière. Lorsque nous rejetons l'idée selon laquelle le travail domestique crée de la valeur, cela n'implique aucunement que le travailleur et sa femme n'ont pas d'intérêt commun dans le salaire : en fait, le salaire est souvent la base d'unité la plus immédiate dans la mesure où il représente leur moyen d'existence commun. La conséquence politique en est la forte tendance à l'unité au sein de la famille ouvrière dans la lutte pour l'augmentation des salaires et contre les ravages immédiats de l'inflation. La force de cette unité s'est manifestée à maintes reprises face aux assauts les plus massifs de propagande anti-grève. Néanmoins, l'unité stratégique entre la lutte de libération des femmes et la lutte de la classe ouvrière dépasse les intérêts économiques immédiats des hommes et des femmes de la classe ouvrière, et n'en découle pas immédiatement.

En fait, l'intérêt immédiat peut mener le travailleur salarié et sa famille dans des directions tout à fait opposées. On en trouve une illustration récente dans une série de conflits qui ont eu lieu au complexe de Cowley, de British Leyland, le plus grand fabricant d'automobiles du Royaume-Uni, au printemps 1974. Au cours d'un conflit provoqué par une tentative de la direction de réprimer un délégué d'atelier militant — dans le but d'affaiblir la résistance des travailleurs aux heures supplémentaires et à une accélération des cadences — la direction et la presse bourgeoise purent utiliser le mécontentement des femmes de certains travailleurs mis à pied dans un secteur particulier de l'usine, pour lancer une campagne anti-grève chez les femmes de travailleurs, afin de démoraliser et diviser les grévistes (13).

L'existence de ce point faible au sein de la classe ouvrière de Cowley ne résulte pas seulement de l'atomisation des femmes au foyer, mais plus directement du conflit entre leur intérêt immédiat — qu'un salaire continue à rentrer à la maison — et la nécessité à plus long terme de résister à la volonté de la direction de procéder à des réductions de salaires, à des heures supplémentaires et à des accélérations de cadences (nécessité qui comprenait un impératif à court terme — empêcher la répression) (14).

(13) Le choix de cet exemple ne doit pas prêter à malentendu. D'une part, la « révolte des femmes » à Cowley fut une affaire relativement peu importante, lancée par des briseurs de grève tout à fait conscients, grossie au-delà de toute proportion par la presse pour intimider les travailleurs. D'autre part, la tendance à l'unité au sein de la famille ouvrière évoquée plus haut, s'est affirmée et a montré une force beaucoup plus grande, provoquant l'échec rapide de la « révolte des femmes ». Il n'en reste pas moins que, ces précisions une fois données, les événements en question révèlent une contradiction réelle. Pour un compte rendu complet du conflit de 1974, dans le contexte de la crise de l'industrie automobile britannique et de l'histoire spécifique de la lutte de classes à Cowley, voir *Leyland in Crisis : Cowley under Fire*, Cowley IMG pamphlet, Oxford 1974.

(14) *The Daily Telegraph*, commentant la révolte des femmes de Cowley, insistait sur ce point : « Le syndicalisme tel qu'il est pratiqué dans ce pays dénie de façon toujours croissante l'un des besoins élémentaires de presque toutes les femmes — une arrivée d'argent régulière à la maison ». Cité dans la brochure de l'IMG de Cowley, voir note 13.

Le conflit entre le besoin immédiat du salarié et des objectifs qui ne peuvent être atteints qu'au risque d'un conflit, est évidemment inhérent aux conditions d'existence de la classe ouvrière en système capitaliste. Ce conflit est ressenti de la façon la plus aiguë au stade de la consommation, au sein de la famille. Alors que le capitalisme avancé, par sa division extrême du travail et la socialisation qui en résulte, unit la classe ouvrière sur le terrain de l'entreprise, il la divise intérieurement dans le même temps par l'organisation privée de la distribution (selon le travail) et donc de la consommation. Des intérêts sectoriels — opposés aux intérêts collectifs, stratégiques de la classe dans son ensemble — se trouvent alors défendus à travers l'activité syndicale. Mais l'intérêt individuel du travailleur s'affirme en tout premier lieu chez lui. Les valeurs familiales et les vertus domestiques ont donc toujours été l'une des constituantes essentielles de l'idéologie et de la propagande bourgeoises. Ce n'est pas par hasard, par exemple, si l'annonce récente faite par Sir Keith Joseph de son intention d'être le candidat de l'aile droite à la direction du parti conservateur, s'est présentée sous la forme d'un discours insistant sur la nécessité de renforcer la fibre morale — par opposition à l'aspect matériel — du capitalisme britannique grâce (entre autres choses telles qu'un chômage plus important, un contrôle plus strict des naissances dans la classe ouvrière, etc.) à une lutte idéologique en faveur de la famille.

Secombe a donc tout à fait raison d'insister sur le fait qu'en système capitaliste, alors que la production socialisée rend possible l'action collective, la privatisation du travail domestique atomise les potentialités politiques des femmes au foyer. Mais ce qu'il oublie de mentionner, c'est que ce « problème » de la femme au foyer est un problème pour la classe ouvrière dans son ensemble, en un sens plus profond que le simple problème d'une unité d'action conjoncturelle. L'existence même d'une conscience de classe n'empêche naturellement d'aucune façon les travailleurs d'agir de façon sectorielle. Une des raisons principales pour lesquelles l'intérêt immédiat de la femme au foyer peut entrer en conflit et entre effectivement souvent en conflit avec les nécessités de la lutte politique ou syndicale, c'est une conséquence des intérêts à court terme des travailleurs hommes qui, neuf fois sur dix, pensent que ces luttes n'ont rien à voir avec les femmes en général et leurs femmes et filles en particulier. Certains travailleurs de Cowley, dans la situation décrite plus haut, face à une offensive coordonnée de leurs femmes et de leurs patrons, réagirent aux cris de « Retournez à la maison, c'est votre place ! ». Le sexisme au sein de la classe ouvrière, comme le fait remarquer Secombe, est fondé en dernière analyse sur une base solide : le contrôle de l'homme sur le salaire. Engels, dans une analogie frappante, a écrit un jour que dans la famille l'homme était le bourgeois et sa femme le prolétaire. L'histoire des luttes ouvrières est aussi l'histoire de la lutte croissante contre des formes plus ou moins violentes d'anti-féminisme au sein même de la classe ouvrière (15). De plus, de telles attitudes sont encou-

(15) Pour une introduction intéressante à ce problème dans l'histoire du mouvement syndical allemand, voir Werner Thönnessen, *The Emancipation of Women. The Rise and Decline of the Women's Movement in German Social Democracy, 1963-1933*, Pluto Press, Londres, 1973.

ragées par les énormes disparités de salaires et de possibilités de promotion entre hommes et femmes — disparités dont les conséquences politiques sont souvent aussi intéressantes pour le capitaliste que leurs avantages économiques directs.

Le seul moyen de supprimer les intérêts sectoriels et d'affirmer l'intérêt collectif de la classe, c'est évidemment l'application d'une politique révolutionnaire. Mais avant de discuter ce point politique central, il faut revenir à la thèse de départ selon laquelle la caractéristique essentielle de la condition des femmes en système capitaliste, c'est le fait qu'elles sont des travailleurs à la fois domestiques et salariés, que les deux faces de leur existence n'ont en aucune façon des rapports harmonieux, et que ce rôle double et contradictoire entraîne une dynamique spécifique de leur oppression. Une conséquence capitale de cette thèse, c'est la constatation que le capitalisme, comme nous le montrons plus bas, est incapable de transformer radicalement, que ce soit par l'extension du marché ou par le développement de l'Etat-providence, la nature privée du travail domestique. Bien que nous n'ayons pas l'illusion de posséder déjà une théorie achevée de l'oppression des femmes et de leur libération, nous pouvons néanmoins, en prenant cela comme point de départ, commencer à esquisser les aspects principaux de cette théorie.

LE TRAVAIL DOMESTIQUE EN SYSTÈME CAPITALISTE

Toute théorie de l'oppression des femmes se doit de partir de la spécificité historique du mariage et de la famille bourgeois, et de la cause de leur stabilité sous le capitalisme. Ce qui caractérise le travail domestique sous le capitalisme, c'est qu'il s'agit d'un travail dont les activités sont directement liées à la consommation, qui n'est pas médiatisé par le marché et qui s'insère dans un système où production et consommation sont séparées par l'intervention du marché. Aussi longtemps que la production s'est limitée à des valeurs d'usage, ou que la production pour le marché n'a représenté qu'un élément secondaire de l'activité économique générale, production et consommation furent confondues au sein d'un processus de travail unique. Bien qu'il y eut une tendance à employer les femmes plutôt dans certains travaux que dans d'autres, la division par sexes se traduisait davantage par des différences de travail concret ou de phases de travail, que par une séparation entre les hommes produisant pour le surproduit et les femmes produisant pour la consommation. Les femmes produisaient un surproduit, c'est-à-dire des biens en quantité supérieure, et l'échange entre leur travail et celui des autres membres de la famille était à la base des rapports maritaux et filiaux, dominés par le père ou le mari. Néanmoins, leur travail était visible et considéré par tous comme un complément nécessaire (quoique peut-être inférieur) du travail du père ou du mari. Le développement du marché, fondé sur une division croissante du travail, enleva à la famille la plus grande partie de la production pouvant engendrer un surproduit. Bien que le travail domestique continuât à participer à l'échange social, la nature de cette participation lui enlevait de sa « réalité ». Le contrat de

mariage, autrefois solidement fondé sur la production matérielle, était comme d'autres rapport capitalistes, devenu « volontaire » et donc moins stable. Cela ne veut pas dire que la « liberté » du contrat de mariage est du même genre que la « liberté » du contrat salarial, mais simplement que la famille prend une forme nouvelle sous le capitalisme.

L'instabilité de la famille bourgeoise est encore aggravée par la demande du capital en force de travail féminine (demande qui permet aux femmes d'échapper à leur totale dépendance économique) et par son exigence d'une reproduction plus efficace de la force de travail (qui tend à modifier le champ et l'intensité du travail ménager). L'existence durable de la famille bourgeoise, en dépit de son prestige déclinant, n'a jamais sérieusement été mise en danger. Mais cette famille n'en a pas moins été minée de beaucoup de façons secondaires. Dans les débuts du capitalisme, à l'époque de la première révolution industrielle, la demande de force de travail était si grande qu'à certains moments et à certains endroits, hommes, femmes et enfants devinrent tous des travailleurs salariés. Par exemple, à l'apogée de la première révolution industrielle, dans beaucoup de régions de Grande-Bretagne, le travail domestique fut commercialisé, un peu au petit bonheur. De très jeunes filles et des vieilles femmes étaient payées pour garder les enfants et nettoyer la maison, pendant que la mère travaillait à l'usine. Le droit de propriété, même au niveau de l'autorité parentale sur le travail des enfants, se relâchait. La disparition du caractère privé du travail domestique coïncida avec une grande instabilité de la famille dans la classe ouvrière. Ce fut aussi une époque de profonde misère pour le prolétariat, qui se manifesta par la « mauvaise qualité » de la force de travail et une mortalité infantile élevée. Mais la mécanisation croissante du processus productif réduisit la demande en force de travail, ce qui, ajouté à l'augmentation du salaire réel, permit une régénérescence en partie spontanée en partie provoquée de la famille bourgeoise dans la classe ouvrière. A l'autre bout de l'histoire du capitalisme, dans la Suède actuelle, une demande élevée en force de travail féminine (due entre autres à une population faible et au manque de réserve de main-d'œuvre rurale) a provoqué l'extension des services socialisés dans le domaine traditionnellement réservé au travail domestique, apportant ainsi de l'eau au moulin des rêves socio-démocrates d'une élimination pacifique et graduelle de l'oppression des femmes.

L'IMPACT DE LA LOI DE LA VALEUR

Ces exemples montrent clairement que l'histoire du travail domestique sous le capitalisme n'est en aucune façon celle d'une stagnation croissante, comme l'affirme Seccombe. Une des voies principales par lesquelles les effets de la loi de la valeur ont perturbé l'apparente tranquillité du domaine domestique, c'est le besoin de femmes comme travailleurs de l'industrie. (Bien qu'il ne faille pas oublier que les femmes au foyer ne constituent qu'une des réserves de main-d'œuvre dans les phases d'expansion. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, par exemple, les immigrés

ont été au moins aussi importants dans l'après-guerre. Ne pas comprendre cela peut conduire à exagérer les effets potentiels des fluctuations économiques sur le travail domestique). Dans la mesure où le travail domestique n'est pas un travail spécialisé, dont le rythme et l'organisation ne sont pas de façon radicale affectés par la loi de la valeur, il possède un taux significatif d'élasticité qui permet au capital dans ses phases d'expansion d'utiliser les travailleurs concernés de façon plus productive. Cela a des conséquences explosives sur la condition des femmes en système capitaliste. Car cela élargit les possibilités d'indépendance économique des femmes, sans pour autant la rendre totale et permanente ; cela raccourcit le temps disponible pour le travail domestique, sans fournir d'alternative ; cela brise l'isolement des femmes, sans alléger le fardeau de leurs responsabilités domestiques. La naissance du mouvement de libération des femmes et la combativité croissante des femmes ouvrières reflètent les tensions provoquées par l'effet de la loi de la valeur sur des rapports sociaux non totalement capitalistes.

Le second canal par lequel le capital agit sur le travail domestique, et le seul qui soit envisagé par Seccombe, c'est ce que ce dernier décrit comme l'« introduction constante de technologie nouvelle au foyer à travers la production de marchandises » (17). Bien qu'il ait parfaitement raison d'insister sur les limites essentielles de cette influence, il fait l'erreur très répandue d'en minimiser l'importance. C'est pourtant la révolution technologique dans les cuisines de la classe ouvrière qui a contribué à rationaliser le travail domestique et accordé aux femmes le minimum de temps libre, cette petite amélioration dans la corvée quotidienne, qui a si évidemment aidé à stimuler la résolution nouvelle de beaucoup de femmes à combattre leur oppression. La réduction du travail nécessaire à la maison a rendu plus facile aux femmes la recherche de moyens d'existence économiques et sociaux indépendants et les a plus énergiquement incité à l'activité syndicale et autre.

Le troisième moyen essentiel par lequel la loi de la valeur affecte le domaine et l'intensité du travail domestique, c'est la prise en charge, par des entreprises capitalistes ou par l'Etat bourgeois, de beaucoup de tâches jusqu'à présent traditionnellement réservées à la femme au foyer. La nourriture, le logement, le nettoyage, l'éducation et la garde des enfants de la grande masse de prolétaires concentrée dans les villes des pays capitalistes avan-

(16) Mais cela ne signifie en aucun cas, comme nous l'expliquons plus loin, que le travail domestique peut être socialisé sous le capitalisme. Dans ce contexte, l'analyse de Jean Gardiner (*NLR* n° 89) des raisons pour lesquelles le travail domestique ne disparaît pas — équilibre entre sa contribution au bon marché de la reproduction de la force de travail et le besoin du capitalisme en force de travail féminin dans les phases d'expansion — est tout à fait fautive. D'un côté, si la baisse du coût de reproduction de la force de travail par le recours au travail domestique était vraiment essentielle à l'accumulation du capital, on ne pourrait pas expliquer comment toute une partie de ce qui était auparavant production domestique, a été enlevé à la famille. D'un autre côté, l'existence durable de la division du travail par sexes, en Suède par exemple, doit empêcher tout optimisme excessif en ce qui concerne les conséquences du plein-emploi des femmes.

(17) Seccombe, *op. cit.*, p. 17.

cés dépassent les possibilités de l'organisation familiale traditionnelle de reproduction de la force de travail. L'alimentation semi-préparée, des magasins nombreux et rationalisés, des services de nettoyage à sec et de blanchisserie, des crèches et des garderies d'enfants, des cafés et restaurants bon marché, des cantines scolaires et d'entreprise, des cliniques pour enfants et des clubs de jeunes, des hôpitaux et des maisons de retraite, complètent et dans une certaine mesure remplacent le travail de la femme au foyer (18). Aux époques de boom capitaliste, telle que le quart de siècle qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, une expansion des services de ce genre accompagne une hausse des salaires réels (nécessaires à l'achat de nouvelles marchandises) et une demande croissante de main-d'œuvre féminine. En Grande-Bretagne, par exemple, une expansion massive de l'industrie alimentaire a coïncidé avec un saut dans la proportion des femmes engagées dans la production, de 27 % en 1951 à 51 % en 1970. De telles conditions favorisent une lutte pour les « droits de la femme » qui se reflète dans des réformes limitées même au niveau de la législation bourgeoise ; en Grande-Bretagne, par exemple, toute une série de changements législatifs se sont récemment produits en faveur de la femme en cas de rupture du mariage. Simultanément, les femmes considèrent de plus en plus le temps qu'elles passent dans la production comme une part permanente de leur vie, et résistent de plus en plus aux tentatives faites par les patrons pour les licencier ou abaisser leur salaire réel. La loi sur l'égalité des salaires, qui obligera bientôt en Grande-Bretagne un patron à payer un salaire égal pour un travail égal — réforme réelle, bien que limitée et pouvant être tournée — est au moins en partie le résultat de la pression des femmes ouvrières militantes.

TRAVAIL DOMESTIQUE ET SOCIALISME

Ce qu'on a dit plus haut sur la nature et le rôle du travail domestique sous le capitalisme permet de comprendre pourquoi le capitalisme ne peut accomplir la révolution bourgeoise dans la sphère de la reproduction de la force de travail. La contribution du travail domestique à ce processus, bien qu'indirecte, est significative. Mais pourquoi devrait-elle être essentielle ? Il est vrai que l'existence même de la famille bourgeois,e comme nous l'avons déjà dit, n'est aucunement mise en question par les hauts et bas conjoncturels du cycle de production capitaliste. En outre, il y a un argument idéologique important selon lequel la famille joue un rôle indispensable à la socialisation originelle en créant le consensus autour du *statu quo* bourgeois. Mais la vraie réponse réside dans l'essence même de la production capitaliste. D'un côté, un marché libre du travail suppose qu'il n'y ait pas sur la force de travail de contrôle semblable à celui qui s'exerçait sous le féodalisme ou l'esclavagisme. D'un autre côté, la propriété privée des moyens de production s'accompagne de l'inégalité (à la fois quotidienne et héréditaire) dans la distribution du surproduit social qui, dans la société

(18) Dans ce contexte, le rôle de l'Etat-providence par rapport à la famille a été analysé par Elizabeth Wilson, *Women and the Welfare State*, Red Rag pamphlet, Londres, 1974.

bourgeoise s'organise autour de la famille. Dans le capitalisme avancé, l'éducation et la formation du prolétariat ne peuvent se faire à bon marché et de façon effective qu'au niveau de l'Etat national. Mais l'intervention d'un Etat capitaliste dans la reproduction de la force de travail, de même que dans l'économie, ne peut qu'être limitée. Dans une société dominée par le marché, la famille bourgeoise et le travail domestique se développent spontanément au sein de la classe ouvrière.

L'objectif immédiat de la révolution prolétarienne est de déposséder la bourgeoisie et de socialiser la propriété des moyens de production. Mais ce n'est là que la première étape dans la création d'une société socialiste, qui impliquera nécessairement une réorganisation radicale de la distribution : de sa forme bourgeoise (à chacun ou chacune selon son travail) à une forme socialiste en termes de besoins. Que cela implique la suppression du marché et de la mystification du salaire, va sans dire. Mais que cela implique également la fin de la famille bourgeoise, dans laquelle s'insère la consommation privatisée, et par conséquent la transformation révolutionnaire de toutes les relations tant sexuelles et émotionnelles qu'économiques et politiques, a encore besoin probablement d'être affirmé. La persistance des formes familiales bourgeoises et du travail domestique en Union soviétique témoigne du fossé énorme qui sépare la simple nationalisation des moyens de production du socialisme. La planification de l'économie fournit la base de l'égalité des femmes dans les domaines de la production et de la politique, seulement dans la mesure où elle assure dans le même temps l'élimination effective du travail domestique. Comme l'a montré l'expérience du premier Etat ouvrier dans les années qui ont suivi Octobre, l'Etat prolétarien dans la mesure où il détruit le lien de dépendance matérielle dans les rapports sexuels et affectifs, commence à détruire la famille bourgeoise elle-même en tant qu'institution. Mais il ne peut achever cette destruction que s'il crée les conditions matérielles nécessaires à la suppression de la division par sexes. Un rapport harmonieux entre production et consommation, une véritable égalité dans la distribution, ne pourront s'établir qu'une fois l'oppression spécifique des femmes, à savoir leur esclavage domestique, jetée aux poubelles de l'Histoire. C'est une des raisons fondamentales pour lesquelles la libération des femmes est d'un intérêt stratégique pour la classe ouvrière, et une condition indispensable à la construction du socialisme.

CONCLUSION

Ce qui nous a tout d'abord poussés à écrire cette critique de l'analyse de Secombe, ne fut pas uniquement ses erreurs ou inexactitudes théoriques, mais plutôt la conception spontanéiste des rapports entre politique du mouvement ouvrier et lutte de libération des femmes, qui caractérise son approche. Secombe fait confiance à « la nature inégale et combinée de la révolution socialiste qui permet aux femmes au foyer d'entrer dans l'Histoire pour défendre leurs intérêts propres et les intérêts généraux des femmes et du prolétariat. Des mobilisations de femmes au foyer sur des revendications

cations de socialisation du travail domestique, de comités de surveillance des prix, etc. — de telles actions peuvent faire avancer de façon formidable la lutte des classes, surtout si elles se relient à des initiatives ouvrières simultanées ». En outre, « c'est principalement du sein de ce groupe [des femmes salariées] plutôt que chez les femmes qui restent exclusivement des femmes au foyer et dont le nombre va diminuant, que viendra la direction des femmes dans les prochaines années. Les femmes salariées et les étudiantes luttant pour l'égalité totale avec les hommes au sein des syndicats et dans les écoles seront à l'avant-garde des luttes contre les discriminations sexuelles. Par ailleurs, ce sont ces femmes qui, à l'origine, injecteront une conscience féministe radicale dans la masse des femmes qui restent uniquement des femmes au foyer » (19).

Naturellement, la lutte contre l'inégalité au sein des syndicats et des écoles, la lutte contre l'inflation, l'introduction d'une conscience féministe radicale, l'unité des initiatives ouvrières — l'interaction entre ces différents aspects de la lutte de classe est indéniable. Mais il y a loin entre les formes diverses, réelles ou potentielles, de la lutte des femmes, et une stratégie révolutionnaire totale ; entre le fait de croire à la nécessité d'une révolution et le fait de mettre son programme en pratique. La critique que fait au départ Seccombe de la gauche révolutionnaire pour n'avoir « élaboré historiquement que très peu de perspectives stratégiques concernant directement les rapports sociaux au sein de la famille bourgeoise », cette critique est considérablement affaiblie par son proche échec à élaborer de telles perspectives.

Une stratégie révolutionnaire ne découle pas spontanément des conditions économiques immédiates d'existence de la classe ouvrière en régime capitaliste. Les intérêts particuliers des différents secteurs de la classe ouvrière ne peuvent se dépasser dans les intérêts de la classe toute entière que par une politique révolutionnaire, par l'intervention d'une avant-garde révolutionnaire. Par exemple, lorsque des femmes ouvrières se mettent en grève, il y a immédiatement conflit entre la nécessité de faire le piquet de grève et celle d'assumer les tâches domestiques. Ce conflit est rendu plus aigu par l'absence de crèches publiques, etc., d'une part et, dans presque tous les cas, par le manque de soutien syndical — si ce n'est le sabotage actif (21) — de l'autre. Les patrons, étant donné l'isolement naturel des femmes ouvrières, arrivent souvent à empêcher le paiement des allocations de sécurité sociale aux femmes en grève, et ce, avec la complicité des organismes d'Etat. Les révolutionnaires peuvent alors intervenir dans les syndicats et autres organisations ouvrières en faveur de la lutte ; en faisant de la propagande dans leurs journaux et par des meetings ; en aidant le comité de grève à organiser les tâches domestiques normales des femmes ; en aidant à exercer une pression collective sur le conseil municipal pour qu'il accorde

(19) Seccombe, *op. cit.*, p. 23-24.

(20) *Ibid.*, p. 5.

(21) Lors d'une grève récente pour l'égalité des salaires menée par des femmes ouvrières de l'usine Salford Electrical Instruments à Heywood, près de Manchester, des syndicalistes hommes aidèrent à briser l'occupation de l'usine en enfonçant les portes d'entrée. Voir Ingrid Falconer, « 'Divide and Rule' or united in struggle », dans *Red Weekly*, 12 déc. 1974.

des facilités ; en montrant les liens entre les patrons et l'Etat ; en soulevant d'autres revendications concernant la lutte en question, bien que non directement mises en avant ; surtout, en expliquant à tout moment le lien entre tous les aspects du conflit en cours et la lutte globale pour le socialisme.

La lutte pour de meilleurs salaires peut, d'une façon simple, être transformée en une action politique qui mette en pratique certains des points mentionnés plus haut. Mais naturellement, l'intervention dans des grèves locales ne se suffit pas à elle-même ; une action plus large, y compris au niveau national, est indispensable (22).

Mais soyons clairs : l'avant-garde dont nous parlons n'est pas le simple agrégat des organisations révolutionnaires existantes, ni aucune des forces sociales déjà constituées. Une telle avant-garde ne peut surgir vraiment que si la classe ouvrière et des secteurs de cette classe subissant une oppression spécifique, commencent à s'organiser pour lutter contre les structures d'exploitation et d'oppression. Etant donné la relative autonomie de l'oppression des femmes et l'absence qui en découle de toute unité d'intérêts mécaniste et à court terme, cela implique que l'auto-organisation des femmes est une condition nécessaire au développement d'une avant-garde qui exprime réellement les intérêts de tous les groupes opprimés. La tâche de cette avant-garde sera d'intégrer dans son programme de transition des mesures qui comblent le fossé entre la maison et l'usine au sein de la classe ouvrière, qui attaquent l'inégalité dont souffrent les femmes dans la production, qui luttent pour l'égalité des femmes dans les organisations ouvrières et dans la société en général, qui luttent contre la division du travail selon le sexe, qui luttent pour la contraception et l'avortement libres, qui combattent la répression sexuelle, etc. (des considérations tactiques pourront entraîner des variations d'un pays à l'autre). C'est une tâche difficile, mais pas impossible ; car elle est liée aux besoins du prolétariat, hommes et femmes.

Traduit par Christiane Tillier

(22) Un exemple d'une telle action est la campagne qui a commencé à se développer autour de la « Charte des Femmes Ouvrières ». Elle regroupe des militantes du mouvement de libération des femmes, les syndicats et la gauche révolutionnaire dans une lutte pour mobiliser la puissance organisée de la classe ouvrière sur une série de revendications fondamentales pour les femmes ouvrières et les femmes au foyer (voir appendice).

Appendice

Charte des femmes ouvrières

Nous nous engageons à lutter et à nous organiser pour obtenir les revendications suivantes :

- 1. Un taux de salaire sans considération du sexe, aux taux négociés par les syndicats, avec un salaire minimum national au-dessous duquel aucun salaire ne devrait se situer.*
- 2. Des possibilités égales d'entrée dans la profession et de promotion, quel que soit le sexe et le statut familial.*
- 3. Une éducation et une formation égales, pour tous les métiers, et un repos obligatoire pour tous les jeunes de 16 à 19 ans qui travaillent.*
- 4. Des conditions de travail identiques pour les femmes et pour les hommes, sans détérioration des conditions antérieures.*
- 5. La fin de tous les obstacles légaux et administratifs à l'égalité, que ce soit en ce qui concerne les loyers, les passeports, l'autorité sur les enfants, les versements de sécurité sociale, les accords de crédit.*
- 6. Un meilleur réseau de crèches municipales, gratuites, avec des horaires qui conviennent aux mères travailleuses. Des classes maternelles dans les crèches. Plus d'écoles maternelles.*
- 7. 18 semaines de congé de maternité avec plein salaire, avant et après la naissance d'un enfant vivant ; 7 semaines après la naissance si l'enfant est mort-né. Pas de licenciement au cours de la grossesse ou du congé de maternité. Pas de perte de sécurité d'emploi, d'avantages de retraite ou de promotion.*
- 8. Des centres de planning familial dispensant une contraception gratuite et couvrant toutes les localités. Une véritable liberté de l'avortement.*
- 9. Une augmentation des allocations familiales jusqu'à £ 2,50 par enfant, y compris le premier enfant.*
- 10. Faire campagne chez les femmes pour qu'elles prennent une part active à la vie politique et syndicale et puissent ainsi exercer une influence en rapport avec leur nombre, et faire campagne chez les militants syndicaux pour qu'ils travaillent à cet objectif.*